Les emprises militaires dans l'urbanisme grenoblois du XX^e siècle : des opportunités foncières au patrimoine paysager

Philippe Grandvoinnet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/217>

DOI : 10.4000/insitu.217

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Philippe Grandvoinnet, « Les emprises militaires dans l'urbanisme grenoblois du XX^e siècle : des opportunités foncières au patrimoine paysager », *In Situ* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 22 juin 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/217> ; DOI : 10.4000/insitu.217

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les emprises militaires dans l'urbanisme grenoblois du XX^e siècle : des opportunités foncières au patrimoine paysager

Philippe Grandvoinnet

Figure 1

Ville de Grenoble. Plan des anciennes fortifications. 1959. Archives municipales de Grenoble, 1 Fi 69. En rouge, l'enceinte romaine (fin III^e siècle) ; en bleu l'enceinte de Lesdiguières (1591) et son extension (1670) ; en orange, l'enceinte Haxo (1932) et son prolongement au sud-ouest (1875) jusqu'au Drac (hors carte) ; en violet, au nord, les fortifications de la Bastille et du Rabot (XVI^e-XIX^e siècles).

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

- 1 Ville frontière située au confluent de deux vallées alpines stratégiques (celle de l'Isère, vers la Savoie, et celle du Drac, vers le Piémont), Grenoble était devenue une place forte militaire de première importance depuis sa conquête par les troupes protestantes du duc de Lesdiguières (1543-1626) en 1590 (**fig. n°1**). L'enceinte bâtie par Lesdiguières entre 1592 et 1595 évolua ensuite peu avant les importants travaux engagés sous la Restauration. Le plan de 1823 prévoyait l'extension de la ville vers le sud et la construction d'un ensemble fortifié sur les hauteurs du Mont Rachais, au nord de l'Isère, en remplacement de la première « bastille » de Lesdiguières. Les fortifications de la Bastille et du Rabot furent prolongées jusqu'à l'Isère où elles rejoignaient les anciennes portes du XVII^e siècle : la porte de France à l'ouest, et la porte Saint-Laurent à l'est (**fig. n° 2**). Ces aménagements constituaient la pièce maîtresse du nouveau système défensif de Grenoble tel qu'il est représenté sur le plan relief de 1848 (**fig. n°3**).

Figure 2

Grenoble : la porte Saint-Laurent (1615), vue de l'intérieur.

© Bonnel, Emile - Ministère de la Culture (France), Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (Centre de recherche des monuments historiques - CRMH)n°sap01_tcf03728_p.

Figure 3

Vue du plan-relief de Grenoble exécuté entre 1838 et 1848.

© Ministère de la Culture, Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, base Mémoire, photographie n°sap01_tcf03720_p.

- 2 Une fois les hauteurs de la ville sécurisées, le général Haxo (1774-1838) engagea l'extension de l'enceinte urbaine en créant une nouvelle ligne de fortifications au sud, raccordée à l'est et à l'ouest sur l'enceinte du XVII^e siècle. Doublant la superficie de Grenoble, la nouvelle enceinte était une œuvre autant urbaine que militaire dont le centre était occupé par une vaste place d'Armes (actuelle Place de Verdun), espace de représentation des pouvoirs (civil avec la Préfecture, militaire avec le siège de la division militaire et l'école d'artillerie) qui faisait défaut à la vieille ville (**fig. n°4**). Si l'ensemble des nouvelles fortifications était à peu près achevé en 1848, les terrains ne furent entièrement lotis et bâtis que dans les années 1870, date à laquelle l'amélioration des techniques militaires (et notamment l'augmentation de la portée des tirs d'artillerie) avait rendu inopérant le système défensif achevé vingt ans plus tôt. Tirant profit des enseignements de la guerre de 1870, le Génie proposa en 1873 de revoir entièrement le système défensif de la ville. Ce projet comprenait la création d'une nouvelle enceinte protégeant le faubourg Ouest constitué autour de la gare (implantée hors les murs en 1858) et, pour assurer le verrouillage du territoire, de huit forts détachés édifiés sur les hauteurs, à plusieurs kilomètres de Grenoble, formant une véritable couronne défensive. Ces forts étaient la clé du dispositif et leur construction fut engagée dès 1874¹, avant même celle de la nouvelle enceinte, dont la fonction était réduite à celle d'une « enceinte de sûreté ». L'achèvement de cette enceinte en 1880 permit le déclassement des servitudes militaires des anciennes fortifications situées désormais à l'intérieur de la ville ². Un nouveau centre fut édifié sur les terrains libérés situés entre la vieille ville et les faubourgs industriels de l'ouest.

Figure 4

Plan : échange de terrains entre la Ville de Grenoble et l'État. Plan n°1. Terrains des anciennes fortifications. 26 octobre 1853. A.M. de Grenoble, 1 N 13.

Repro. Philippe Grandvoinet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinet.

- 3 À la fin du XIX^e siècle, la ville de Grenoble était donc protégée par une longue ligne de fortifications au sud, par la Bastille au nord et par une couronne de forts détachés sur son pourtour. Les emprises militaires étaient alors de trois sortes : 1° les fortifications à proprement parler (escarpes, murs, fossés, contre-escarpes) formaient une bande d'environ cinquante mètres de large ; 2° au-delà, s'étendait la zone des servitudes militaires, déclarées *non aedificandi* sur les 250 premiers mètres et avec de très fortes contraintes sur les 250 mètres suivants³ ; 3° les casernes et les bâtiments militaires attenants. Importante ville de garnison depuis le XVII^e siècle du fait de sa situation stratégique, Grenoble abritait un grand nombre de militaires : encore 8 700 soldats et officiers en 1911, soit un habitant sur huit. Ces militaires étaient logés depuis le milieu du XIX^e siècle dans des casernes construites, pour la plupart, sur les espaces gagnés lors des extensions successives des fortifications : les casernes Dode (1850) et de l'Alma (1875), construites sur les terrains libérés par l'arasement de la partie Sud de l'enceinte de Lesdiguières ; les casernes de Bonne (1883) et Hoche (1896), construites au revers de la fortification de 1880. À celles-ci s'ajoutaient encore les casernes du Rabot (1840) et de la Bastille, construites sur les pentes du Mont Rachais ; la caserne Vinoy, aménagée dans l'ancienne citadelle de Lesdiguières à la fin du XIX^e siècle ; la caserne Bayard, construite en 1890 au sud de la ville au-dehors de l'enceinte, et la caserne Bizanet, qui avait remplacé en 1893 celle installée un siècle plus tôt dans l'ancien couvent des Ursulines⁴. Outre ces casernes, les militaires disposaient de nombreux équipements disséminés sur le territoire urbain : arsenal, manutention, intendance, école d'artillerie, chefferie du Génie, manèges, magasins divers, hôpital, stade, bain de natation, etc.

Une entrave à l'essor économique et urbain

- 4 Durant le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, l'histoire urbaine de Grenoble est ponctuée de négociations entre l'autorité militaire et la municipalité sur la limitation des servitudes militaires, la Ville s'inquiétant de voir le développement urbain et économique de la cité ainsi entravé. Jusqu'aux années 1920, le ministère de la Guerre se montra intransigeant sur les questions relatives à la sûreté militaire de la place, refusant systématiquement d'alléger les servitudes qui grevaient l'essentiel du territoire situé hors les murs. Les protestations se firent plus audibles à partir des années 1870 lorsque de nombreuses activités industrielles s'implantèrent à Grenoble. L'extension de l'enceinte au sud en 1875-1880 n'avait fait que déplacer le problème et l'espace gagné fut rapidement comblé ; d'importantes surfaces avaient d'ailleurs été réservées par les militaires pour la construction des casernes de Bonne et Hoche.
- 5 En 1888, la Ville demanda le déclassement des servitudes militaires des fortifications situées à l'est de la ville entre les vieux quartiers et le faubourg de l'Île Verte. Le ministère de la Guerre opposa un refus catégorique, réitéré en 1890 par le Comité technique du Génie suite à une nouvelle demande. Se fondant « tant sur des considérations d'ordre général que sur des arguments tirés de la situation particulière de la place de Grenoble », le Génie se déclara opposé à « toute atténuation du régime [...] des servitudes »⁵. En 1895, une nouvelle pétition demanda au ministère de la Guerre, outre la suppression des servitudes de l'Île Verte, celles de la Croix-Rouge, de la Bajatière et de la Capuche. Elle reçut, de la même façon, une fin de non-recevoir. Alors que la position des militaires semblait inflexible, les faubourgs poursuivaient leur croissance, sans espoir d'être intégrés à la ville. Un article paru en 1903 dans la presse locale fait état, non sans ironie, de la rupture opérée dans le tissu urbain par ces servitudes. Le journaliste invitait alors les Grenoblois à observer, depuis les hauteurs du fort Rabot, l'organisation générale de la ville :

« Au-delà de la limite tortueuse des remparts, vous distinguez un espace vide d'habitations. Il y a là de larges canaux, empoisonnés par des herbages pourris, et peuplés de grenouilles, qui se multiplient sous la sauvegarde du Génie militaire. Les grenouilles qui coassent dans cet Eden paludéen, ne paient par d'impôts ; elle [se] reproduisent en liberté ; vingt factionnaires les garantissent contre toute incursion humaine. Sur leur domaine une superbe voûte forestière les préserve des coups de soleil. Plus loin, au-delà du ruisseau qui le limite, des champs et des prairies forment autour de la ville une ceinture vierge de toutes constructions. C'est la zone militaire !

Sur cette zone, il est défendu de bâtir. [...] Pourquoi ? Parce qu'une construction quelconque, située en dehors des remparts, pourrait servir d'abri à une armée ennemie qui s'amuserait à faire le siège de Grenoble.

Cela vous paraît une plaisanterie, et cependant c'est très sérieux. Les zones militaires ont été tracées autour des places fortes, pour découvrir le terrain, en empêcher l'assaillant d'avancer. Mais dans ces temps, les fusils portaient à 200 mètres. [...] Aujourd'hui, [ils] portent à 1 800 mètres, et les canons à huit kilomètres. Mais le Génie, mal informé, ignore ce progrès balistique, et il persiste à maintenir sa zone protectrice.⁶ »
- 6 Les arguments urbains et économiques s'étant avérés inopérants à convaincre les militaires, les considérations d'hygiène furent appelées en renfort et, en 1910, le Conseil départemental d'hygiène demanda « la suppression des fossés à eau stagnante, des marais des fortifications [...] nuisibles à l'hygiène publique »⁷. Cette demande était appuyée par

les acteurs économiques et politiques de la Ville qui éditérent un opuscule intitulé *Suppression de la zone militaire de Grenoble*⁸, sans résultats tangibles. L'année suivante, le député Paul Mistral (1872-1932) plaida la cause de la municipalité auprès du ministre de la Guerre, demandant une nouvelle fois la suppression des zones militaires autour de la ville.

7 Ces tentatives pour libérer Grenoble de son étaiu militaire resteront sans effet jusqu'à la Première Guerre mondiale, les seules concessions accordées par le ministère consistant à extraire certains secteurs de la zone unique des servitudes de l'enceinte par la création de « polygones exceptionnels », tels ceux de la Capuche en 1912 (**fig. n°5**) et de la Croix-Rouge en 1913⁹ (**fig. n°6**). La création de ces polygones ne faisait que régulariser, d'un point de vue légal, les parties de ces faubourgs qui avaient débordé sur la zone des servitudes. L'autorité militaire n'avait pas réussi à contenir une poussée urbaine que la municipalité s'était sans doute bien gardée d'entraver. Malgré ces exemptions, la ville conservait encore au début des années vingt sa configuration de « camp retranché »¹⁰ asservi par ses fonctions militaires.

Figure 5

Délimitation du polygone exceptionnel de la Capuche créé par décret du 29 avril 1912. A.M. de Grenoble, 2 H 18.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

Figure 6

Délimitation du polygone exceptionnel de la Croix-Rouge créé par décret du 10 février 1913. A.M. de Grenoble, 2 Hôpital 18.

Repro. Philippe Grandvoinet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinet.

Le déclassement des fortifications et le « plan d'aménagement d'embellissement et d'extension » de 1925

- 8 Dès son élection à la mairie de Grenoble en 1919, Paul Mistral donna comme priorité à son mandat l'adoption d'un plan « d'aménagement d'embellissement et d'extension ». Cette initiative s'inscrivait dans un mouvement plus large de planification urbaine impulsé par le vote, en mars 1919, de la loi Cornudet, qui obligeait les villes de plus de 10 000 habitants à se doter de tels plans, envisagés comme de véritables outils d'urbanisme. Alors que les élus, les industriels et les hygiénistes grenoblois n'avaient pas réussi à rallier l'autorité militaire à leurs vues sur le développement urbain de la ville, la Première Guerre mondiale – qui n'avait pas été une guerre de siège – avait démontré l'inutilité des systèmes défensifs du genre de celui qui enserrait Grenoble dans « un étroit corset de pierre »¹¹. Mistral insista notamment sur le fait que d'anciennes places fortes autrement plus stratégiques que celle de Grenoble (Paris, Brest, Toulon, Toul, Verdun, Belfort, Lille, etc.) avaient été déclassées sans peine dès la fin des hostilités. Le ministère de la Guerre ne fit d'ailleurs aucune difficulté pour accorder le déclassement des fortifications Sud, entériné par la loi du 6 avril 1921. Il faudra toutefois attendre le second après-guerre pour obtenir l'équivalent sur les fortifications Est.
- 9 Voulu par Mistral, le plan d'aménagement d'embellissement et d'extension de Grenoble ne proposait rien de moins que la suppression complète de l'enceinte fortifiée et la libération de toutes les emprises militaires au profit de la Ville. Cet ambitieux

projet s'attaquait aux emprises militaires sur trois fronts : 1° la partie Sud des fortifications allant de l'Isère au Drac ; 2° la partie Nord située sur les reliefs de la rive droite de l'Isère ; 3° le transfert des casernes. L'inventaire des terrains et des établissements placés alors sous la tutelle militaire donne la mesure des ambitions du projet pour le développement de la ville : les trois sections fortifiées de la rive gauche de l'Isère (celle de 1695 à l'est, celle de 1832 dans son prolongement Sud et celle « moderne » de 1876 à l'ouest) s'étendaient sur quatre kilomètres et représentaient avec les fossés, casemates, escarpes, contre-escarpes, magasins, bâtiments annexes et zones *non aedificandi*, une surface de plus de 36 hectares en bordure immédiate du centre-ville. Si les fortifications formaient les emprises les plus directement concernées par le projet d'extension, elles ne constituaient pas la plus importante réserve foncière, loin s'en faut : les casernes, dont une majorité était située à l'intérieur même des fortifications, s'étendaient sur plus de 47 hectares. Mistral envisagea notamment de récupérer certaines d'entre elles, selon lui « à peu près vides », pour y installer les équipements, notamment d'enseignement, qui faisaient défaut à la ville. Le polygone du Génie s'étendait quant à lui sur 25 hectares et celui d'Artillerie sur 132 hectares. Au total, les emprises que souhaitait récupérer la municipalité concernaient 240 hectares répartis entre la ville même et son pourtour immédiat.

- 10 L'architecte et urbaniste Léon Jaussely (1876-1933) fut chargé en 1922 de concevoir le plan d'aménagement d'embellissement et d'extension de Grenoble. Premier Grand Prix de Rome en 1903, lauréat l'année suivante du plan d'extension de Barcelone et fondateur de la Société française des urbanistes, Jaussely bénéficiait d'une solide réputation. Le « plan-programme » qu'il présenta le 12 mai 1922 était à la hauteur des ambitions du maire : il prévoyait notamment le déplacement de la gare au sud de la ville et la création de nombreux boulevards reliant les parties anciennes aux faubourgs et aux nouveaux quartiers. Une part importante de ces aménagements mettait à profit les emprises foncières militaires que la municipalité espérait récupérer : les fortifications Sud devaient être remplacées par un vaste boulevard Est-Ouest et les polygones d'Artillerie et du Génie, ainsi que les terrains militaires de la Bastille, devaient être entièrement aménagés en parcs. Occupant toute la presqu'île formée par le confluent du Drac et de l'Isère, soit plus de 130 hectares, le polygone d'Artillerie était de loin l'emprise militaire la plus importante à Grenoble. Selon le plan Jaussely, la quasi-totalité (126 hectares) devait être aménagée en un vaste « Parc du Confluent » dont la création paraissait « indispensable non seulement pour des raisons d'agrément mais pour l'hygiène générale de la ville car il couperait les vents du Nord-Ouest et arrêterait les poussières formidables que ces vents amènent sur Grenoble »¹². La Bastille, enfin, et les terrains militaires situés au nord de la ville (32 hectares) devaient constituer un « parc public de montagne » qui « embellirait toute la ville par sa position dominante ». Les 200 hectares de parcs prévus en 1925 représentaient 15 % de la surface totale de la ville, proportion jugée « extrêmement favorable » du point de vue de l'hygiène et de l'agrément. Si les aménagement de la Bastille et, dans une moindre mesure, du parc de l'Île Verte, respecteront ces intentions initiales, le programme paysager envisagé par Jaussely sera amputé de sa pièce maîtresse, le Parc du Confluent. La Ville renoncera en effet à sa création en 1943, en raison d'une superficie jugée « excessive » mais surtout de la situation excentrée de l'ancien polygone d'Artillerie par rapport au centre de la ville¹³. Il sera en grande partie racheté au début des années 1950 par le Commissariat à l'Énergie Atomique pour l'implantation d'un centre de recherche – ou « polygone scientifique » – appelé à devenir l'un des plus importants de France.

- 11 Suite au déclassement des fortifications Sud en 1921, le ministère de la Guerre chargea l'administration des Domaines d'évaluer le coût du transfert de ses casernes hors la ville. Le nombre et l'envergure de ces installations ne permettaient pas d'envisager leur transfert simultané. À terme, Jaussely avait prévu la disparition de toutes les casernes de l'Est grenoblois (Alma, Dode, Bizane, Vinoy), tandis que les casernes Hoche, de Bonne et Bayard, au sud, devaient bénéficier d'une urbanisation structurée autour d'un « square central ». Après son adoption par le Conseil municipal, le plan Jaussely fut validé par décret le 24 avril 1925. Si les plans modificatifs adoptés ultérieurement (plan Prudhomme en 1938, plan Berrier en 1946) abandonneront certaines de ses propositions (notamment la nouvelle gare et certaines percées difficilement réalisables), l'aménagement des « propriétés militaires » restera au cœur de la planification urbaine grenobloise (**fig. n°7**).

Figure 7

Ville de Grenoble. Plan d'aménagement. Aménagement des propriétés militaires, s.d. [années trente]. A.M. de Grenoble, 2 Fi 742.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

L'exposition de 1925 et l'aménagement de la Bastille : la valorisation des emprises militaires par le tourisme

- 12 Décidée en 1923, l'organisation d'une exposition internationale consacrée à la « houille blanche » – c'est-à-dire l'énergie hydroélectrique – et au tourisme, considérés comme les secteurs d'activité les plus prometteurs du Dauphiné, allait permettre d'accélérer la réalisation des premières tranches du plan Jaussely. Cherchant un site suffisamment vaste et proche du centre-ville pour implanter l'exposition, la municipalité porta

d'emblée son choix sur le polygone du Génie, « parc un peu sauvage, peuplé de beaux arbres, facile à transformer en un jardin ombragé »¹⁴ (fig. n°8) (fig. n°9).

Figure 8

Plan de l'Exposition internationale de 1925. Tourisme et houille blanche. A. Raffin & Jobert géomètres. A.M. de Grenoble, 2 F 77.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

Figure 9

« L'emplacement de l'exposition de Grenoble avant l'aménagement ». BLANCHARD, Raoul. **EXPOSITION INTERNATIONALE DE LA HOUILLE BLANCHE ET DU TOURISME. RAPPORT GÉNÉRAL.** Grenoble : Imprimerie générale, s.d. [1925], planche VII.

- 13 Les négociations entamées avec les militaires pour la cession d'une partie des terrains s'avérèrent compliquées en raison de la difficulté, pour la Ville, à trouver des terrains de substitution pour le transfert du parc à fourrage (situé dans le bastion VI voué à la démolition) et du polygone du Génie. Le 7 juillet 1924, la municipalité vota un premier crédit d'un million de francs pour financer les travaux d'arasement des fortifications, le transfert du parc à fourrage et l'aménagement du nouveau polygone sur les terrains trouvés de l'autre côté de l'Isère¹⁵. Alors que les négociations n'étaient pas achevées, une convention provisoire de mise à disposition fut signée le 20 septembre 1924 pour permettre à la Ville de préparer l'exposition. Le dérasement des fortifications avait commencé dès le début de l'année 1924 par le bastion VI, à l'est, puis avait été poursuivi vers l'ouest jusqu'à la porte des Alpes et le bastion V. Les premiers pans de l'enceinte fortifiée de Grenoble tombaient ainsi sous les pioches des démolisseurs (**fig. n°10**). Les militaires conservaient toutefois la moitié Est du polygone occupée notamment par le stade de la garnison. Ouverte en mai 1925, l'exposition de la houille blanche et du tourisme fut un succès retentissant soldé par un bilan financier positif (**fig. n°11**). Après sa fermeture, six mois plus tard, la municipalité démolit une partie des pavillons d'exposition (ne conservant que la tour Perret et le Palais de la Houille blanche) et engagea la transformation définitive du site en parc public, dénommé Parc de l'Exposition puis Parc Paul Mistral¹⁶. Poursuivant son plan d'aménagement de l'ancien polygone, la Ville décida en 1930 d'implanter un important programme d'équipements sportifs (stade, gymnase, bassin de water-polo, etc.) sur la partie Est du site, au-delà de la limite des terrains cédés en 1924. Ce projet se heurta une nouvelle fois à la résistance des militaires, peu enclins à libérer l'intégralité du polygone, et seul le stade municipal put être construit au droit du bastion VII entre 1933 et 1936¹⁷. Au milieu des années soixante, la préparation des Jeux Olympiques d'hiver de 1968 sera l'occasion de compléter ces équipements sportifs (construction de la patinoire, de l'anneau de vitesse et du Stade de glace olympique à l'emplacement de l'ancien stade militaire) et d'aménager les abords du

parc (démolition des magasins du bastion VII en 1966-1967 et prolongement du boulevard des Alpes jusqu'à l'Isère). La construction du nouvel Hôtel de Ville (Maurice Novarina et Jean Prouvé, 1968) dans le parc même, le long du boulevard des Alpes, achèvera de rattacher l'ancien polygone au cœur de la ville.

Figure 10

« Dérasement des fortifications ». BLANCHARD, Raoul. **EXPOSITION INTERNATIONALE DE LA HOUILLE BLANCHE ET DU TOURISME. RAPPORT GÉNÉRAL**. Grenoble : Imprimerie générale, s.d. [1925], planche IX.

Figure 11

« L'exposition de Grenoble vue du même point de vue que sur la planche VII [fig. n°8] ». BLANCHARD, Raoul. **EXPOSITION INTERNATIONALE DE LA HOUILLE BLANCHE ET DU TOURISME. RAPPORT GÉNÉRAL.** Grenoble : Imprimerie générale, s.d. [1925], planche VIII.

- 14 Perché à 260 mètres au-dessus de Grenoble, le fort de la Bastille était l'emprise militaire la plus fortement ancrée dans le paysage grenoblois. Avec la caserne du Rabot, située à mi-pente, et les terrains militaires environnants, elle constituait un vaste territoire pratiquement vierge de construction (**fig. n°12**). Ouvert à la promenade dès 1909 avec la création du Jardin des Dauphins, en contrebas du Rabot, le site disposait d'un indéniable potentiel touristique. En 1920, Mistral envisagea la transformation de tout le site en « parc de montagne » dans lequel, précisait-il, « après le travail et dans ses moments de loisirs, [la] population laborieuse, ainsi que les visiteurs, pourraient aller respirer l'air pur et jouir d'un panorama incomparable »¹⁸. S'agissant de la Bastille, le plan Jaussely distinguait les espaces militaires peu ou pas urbanisés compris entre les fortifications et les berges de l'Isère, de ceux situés à l'intérieur des forts à proprement parler : les premiers, malgré leur déclivité, devaient être traversés de nouvelles voies et lotis, tandis que les seconds devaient être aménagés en parcs publics. Ce projet sera facilité par la réduction des emprises militaires autour de la Bastille en 1928. En 1930, Paul Mistral accéléra la mise en œuvre de ce projet en proposant la création d'un téléphérique reliant le centre de la ville au sommet de la Bastille. Le site fut cédé à la Ville en 1932 et la construction du téléphérique immédiatement engagée¹⁹. Inauguré en 1934, l'ouvrage – premier téléphérique urbain au monde – reliait directement le Jardin de Ville, en bordure de la vieille ville, au donjon de la Bastille. Avec l'exposition de 1925 et l'aménagement de la Bastille en haut lieu du tourisme dauphinois, Paul Mistral était en passe de gagner son pari de faire de « Grenoble place forte », un « Grenoble centre de tourisme »²⁰.

Figure 12

Forts du Rabot et, au second plan, de la Bastille, vus depuis la rive gauche de l'Isère.

Phot. E. Lefèvre-Pontalis. © Société Française d'Archéologie et Ministère de la Culture, Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, base Mémoire, photographie n°sap01_lp003729_p.

La création du « boulevard des fortifications »

- 15 La volonté de créer un boulevard à la place des fortifications Sud et du fossé d'enceinte apparaît dès janvier 1920. Commencé au sud-est de la ville en 1924 à l'occasion de l'exposition de la houille blanche, le dérasement des fortifications se poursuivit au début des années trente vers l'ouest pour faire place au nouveau « boulevard des Fortifications », pièce maîtresse du plan d'aménagement d'embellissement et d'extension de Grenoble. Là même où l'ancienne enceinte créait une nette séparation entre la ville et ses faubourgs, le nouveau boulevard était censé assurer la couture de ces tissus urbains disparates (**fig. n°13**). S'étirant sur plus de deux kilomètres, l'opération fut divisée en trois tranches dont deux seulement seront engagées avant la guerre. Pour mener à bien l'urbanisation des boulevards, la Ville créa en 1933, avec un partenaire privé, une Régie foncière chargée de revendre sous forme de lots les terrains expropriés²¹. En 1935, les fortifications avaient été démantelées jusqu'au boulevard Gambetta et il ne restait plus, en 1938, qu'un dernier bastion à proximité du Drac. La totalité du front Sud sera démolie avant la guerre. Tous les lots de la première phase avaient été vendus en 1937, ceux de la deuxième phase en 1942, mais peu de bâtiments étaient bâtis à cette date²² (la Maison des étudiants, achevée en 1934 à proximité du parc de l'Exposition, est l'une des rares exceptions). Le nouveau « boulevard des Fortifications » prenait ainsi forme, du moins en plan, et fut officiellement inauguré en 1943. La troisième tranche, située à l'extrême ouest près du Drac, ne sera programmée qu'au début des années cinquante.

Figure 13

Plan des terrains militaires à céder à la Ville de Grenoble pour la création des boulevards, 1927. A.M. de Grenoble, 1 N 9.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

La jonction paysagère du front Est et de l'Île Verte

- 16 La construction de l'enceinte Haxo au milieu du XIX^e siècle au sud de la ville ancienne avait été l'occasion d'intégrer plusieurs aménagements paysagers dans la « ville nouvelle » : plantation des nouvelles voies (avenue de la Gare, avenue Lesdiguières, cours Berriat), création de deux places plantées (les actuelles places de Verdun et de Bir-Hakeim) et d'un jardin botanique²³. Plusieurs terrains militaires avaient également été aménagés aux frais de la Ville en espaces de promenade : le parc Randon, en premier lieu, avait été créé avant 1850 sur une partie du polygone d'Artillerie situé au confluent du Drac et de l'Isère, à l'extrême ouest du territoire urbain²⁴ ; la « rue militaire » qui desservait l'intérieur des fortifications (devenue boulevard des Alpes puis Jean Pain) avait été plantée par la municipalité en 1852 pour en faire une promenade publique. Mais l'aménagement sans doute le plus significatif avait été celui réalisé dans les années 1860 sur le front Est des fortifications, dans le secteur de l'Île Verte.

Figure 14

« Croquis d'un parc à créer entre la nouvelle porte de l'Île Verte et celle des Adieux, en le combinant avec la partie des glacis de la place comprise entre les deux portes précitées ». Trait vert : les glacis ; trait noir : les chemins de ronde ; trait rouge : les chemins projetés (en note, la mention manuscrite de l'architecte : Si la ville avait moins de charges, nous proposerions, avec le projet rouge, celui au crayon, ma !). Bâche, architecte voyer en chef du département, 6 octobre 1865. A.M. de Grenoble 1 M 117.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

- 17 En octobre 1862, le Conseil municipal avait en effet décidé la création d'une « promenade publique sur les glacis de l'Île Verte », situés au-delà des fossés de l'enceinte du XVII^e siècle. L'autorité militaire donna en 1865 son accord pour la réalisation de ces aménagements entre la porte des Adieux et les berges de l'Isère, sur une longueur d'environ 500 mètres. Le « parc de l'Île Verte » est ouvert au public dès 1866²⁵. Il est intéressant de relever que, dans le projet de 1865, l'architecte-voyer avait intégré une variante prévoyant l'aménagement de toute la boucle de l'Isère en un vaste espace de promenade (**fig. n°14**). Traversé d'allées sinueuses sur le modèle anglais et englobant, au sud, le nouveau cimetière Saint-Roch, ce parc aurait soutenu la comparaison avec les grandes créations paysagères de l'époque : parcs de la Tête d'Or (1857) à Lyon, des Buttes-Chaumont (1867) ou Montsouris (1869) à Paris. L'urbanisation rapide de cette zone empêcha toutefois la réalisation de ce projet et dès 1867 le plan d'alignement prévoyait la création de plusieurs voies nouvelles à cet emplacement²⁶ (**fig. n°15**).

Figure 15

« Plan du quartier de l'Île Verte indiquant les voies projetées et destinées à être soumises à l'approbation du Génie militaire et du Conseil municipal ». B. Detroyat, géomètre. 1889. A.M. de Grenoble, 2 Fi 650.

Repro. Philippe Grandvoinet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinet.

- 18 Si en 1925 le ministère de Guerre avait donné son accord pour la suppression des fortifications Sud, le front Est résistait encore. Jaussely avait prévu dans son plan la percée d'un boulevard situé à cheval entre cette portion d'enceinte et le quartier Très-Cloître. Le plan modificatif de 1938 déporta plus à l'est le boulevard projeté, finalement construit entre les casernes et le parc de l'Île Verte²⁷. Ce parc devait être agrandi et prolongé jusqu'à celui de l'Exposition pour former un vaste espace paysager de 45 hectares desservant tout l'Est grenoblois. Les efforts furent toutefois concentrés pendant l'entre-deux-guerres sur la Bastille et le front Sud, et il faudra attendre la Seconde Guerre mondiale pour voir démarrer les projets du front Est. Locataire depuis 1865 des terrains du parc de l'Île Verte, la municipalité put envisager leur rachat après le déclassement, en 1946, des fortifications Est. Déclaré d'utilité publique en 1951, le transfert des terrains à la Ville fut réalisé en 1953²⁸. Les dernières fortifications de la rive gauche de l'Isère furent toutefois démantelées de façon moins systématique sur que celles du front Sud dans les années trente. Plusieurs raisons à cela : la présence d'éléments fortifiés anciens ou remarquables (tour du XIV^e siècle, échauguette du XVI^e siècle, bastions de l'enceinte de Lesdiguières du XVII^e siècle, poudrière Vauban²⁹ de la fin du XVII^e) conférait au front Est une indéniable valeur historique. Entièrement bâti au XIX^e siècle, le front Sud avait été au contraire dérasé sans considérations patrimoniales. Surtout, l'aménagement en 1865 du parc de l'Île Verte sur les emprises militaires avait fait des fortifications et des fossés Est la toile de fond d'une des principales promenades publiques de la ville. Plus ancien, mieux intégré au quotidien des Grenoblois et moins

soumis à la pression urbaine des faubourgs – concentrée à l'ouest et au sud de la ville ancienne – le front Est avait donc traversé intact la première moitié du XX^e siècle. Les militaires, du reste, occupaient encore les quatre casernes (Vinoy, Bizanet, Dode, Alma) massées contre son flanc intérieur.

- 19 Le démantèlement commença au milieu des années cinquante par l'arasement d'une première section fortifiée permettant l'ouverture, en 1958, du boulevard Maréchal Leclerc. Les portions qui n'étaient pas directement concernées par le projet furent toutefois laissées intactes : les pans de muraille conservés en bordure de l'Isère ont été intégrés au parc Michalon aménagé dans les années 1990 derrière le nouveau Musée de Grenoble ; ceux qui, plus au sud, séparent la caserne Dode du boulevard, sont depuis restés en friche.

Figure. 16

Ville de Grenoble. Île Verte : périmètre de la zone à urbaniser. 1961. A.M. de Grenoble, 3 D 41.

Repro. Philippe Grandvoisinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoisinnet.

- 20 Comme pour le « boulevard des Fortifications », l'aménagement urbain de l'Île Verte fut confié à la Régie foncière et immobilière de la ville. Les deux secteurs concernés furent successivement urbanisés dans les années 1960 et 1970 (**fig. n°16**). Le projet de 1959 prévoyait, pour le secteur Nord, la création d'un bâtiment de 250 mètres de long haut de quatorze étages à l'emplacement de la caserne Bizanet et, de l'autre côté du boulevard, la construction de deux tours d'habitation de 24 étages, implantées dans le parc même de l'Île Verte. La réduction de gabarit du premier bâtiment (de 14 à 10 étages) conduira à l'ajout d'une troisième tour (**fig. n°17**). Outre qu'elle réduisait de façon importante la superficie du parc, l'opération de l'Île Verte fut l'objet de virulentes critiques, portant autant sur l'architecture de la barre de 250 mètres de long – dénommée « immeuble en S » – et des tours, que sur l'opportunité d'autoriser la construction d'immeubles résidentiels dans des espaces verts publics.

Figure 17

Aménagement de l'Île Verte. Plan de masse. Bovet, Anger, Formigi, Junillon, Kaminski et Pivot architectes, s.d. [vers 1965]. A.M. de Grenoble, 3 D 41.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

- 21 L'urbanisation de l'Île Verte se poursuit avec les casernes : plusieurs parcelles dépendant de la caserne Dode sont cédées au Conseil Général de l'Isère pour l'implantation des services vétérinaires et des archives départementales. Les anciens casernements eux-mêmes sont transformés en Cité administrative au début des années 1970, complétés par une tour de bureaux. La caserne Vinoy³⁰ est démolie dans les années 1960 et aménagée provisoirement en parking avant la construction, en 1995, du nouveau Musée de Grenoble. Trait d'union entre les parcs de l'Île Verte et Mistral, le secteur situé au sud du boulevard est l'objet d'un projet d'aménagement à la fin des années 1960 (**fig. n°18**) prévoyant la construction d'un vaste ensemble de logements, la Mutualité.

Figure 18

Projet Mutualité. Plan de masse. 1968. J. Benoît, P. Sicard architectes. A.M. de Grenoble, 2 Fi 634.
Repro. Philippe Grandvoinet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinet.

- 22 Réalisée au début des années 1970 à l'arrière du bastion IX (seul bastion entièrement conservé sur la rive gauche de l'Isère), cette opération immobilière fut également critiquée pour sa forte densité et un parti architectural qui, comme la « ligne d'immeubles » de l'île Verte, substituait aux fortifications un nouvel écran entre la ville ancienne et les espaces verts qui la jouxtent à l'est (**fig. n°19**) (**fig. n°20**). Envisagée dès le début des années vingt, la possibilité de réaliser un aménagement paysager continu de la Bastille jusqu'à l'ancien polygone du Génie se trouva donc contrariée autant par les partis architecturaux adoptés que par la place toujours plus importante accordée aux voitures. La création de l'échangeur des Sablons sur l'emplacement de la demi-lune intercalée entre les bastions VII et IX, son raccordement au boulevard des Alpes (actuel boulevard Jean Pain) et le prolongement de celui-ci au-delà de l'Isère pour créer une nouvelle entrée de ville, acheva de séparer les sections Est et Sud de ce vaste ensemble paysager.

Figure 19

Projet Mutualité. Perspective. A.M. de Grenoble, 2 Fi 645.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

Figure 20

Projet Mutualité. Perspective d'ensemble depuis le parc Mistral. A.M. de Grenoble, 2 Fi 646.

Repro. Philippe Grandvoinnet. © Ville de Grenoble, Philippe Grandvoinnet.

Valorisation et protection du patrimoine militaire à Grenoble

- 23 La destruction massive des structures militaires à partir des années vingt suscita peu de controverses sur la valeur patrimoniale des éléments architecturaux démolis. Les

premiers fronts démantelés étaient d'ailleurs les moins anciens et n'étaient considérés par la population et la municipalité que comme une entrave au développement économique et urbain de la cité. Il en fut autrement du front Est, datant en partie du XVII^e siècle et valorisé de longue date par le parc de l'Île Verte, mais surtout des fortifications de la rive droite de l'Isère, étagées sur les pentes du Mont Rachais jusqu'au donjon de la Bastille, auxquelles on reconnut dans les années trente un charme « pittoresque » méritant d'être préservé. Élaboré en 1934, le projet modificatif du plan de 1925 suscita, au cours de l'enquête publique, une série de protestations relatives aux « menaces » encourues par certains édifices remarquables de la cité. La municipalité ayant demandé une déclaration d'utilité publique pour la réalisation de son projet, le Conseil d'État sollicita l'avis de l'administration des Beaux-Arts et des « sociétés historiques et archéologiques de Grenoble »³¹ sur la valeur historique et artistique des bâtiments et ensembles menacés. La Commission des monuments historiques attira ainsi l'attention des autorités sur plusieurs éléments d'architecture militaire, tels la Tour de la Citadelle (construite au XIV^e siècle et intégrée au XIX^e dans la caserne Vinoy), l'échauguette du XVI^e siècle qui la jouxte en bordure de l'Isère et les deux bastions situés dans le prolongement du boulevard des Alpes (sans doute les bastions VII et IX). S'agissant de la Tour, menacée par l'élargissement du quai, la Commission suggéra de prendre sa face Nord comme limite d'alignement ; l'échauguette pourrait être déposée et remontée, quant aux derniers bastions du front Sud, ils « pourraient être réaménagés en squares et non en terrains à bâtir ». Le bastion VII sera finalement démoli ; seul subsiste aujourd'hui le bastion IX.

- 24 S'agissant de la Bastille, la Commission demanda de préserver le caractère « pittoresque des fortifications qui s'étagent au flanc de la colline », menacé « par le percement des murailles, la démolition des redoutes et le comblement des fossés »³². Soucieuse de voir son plan validé, la municipalité accepta ces recommandations et s'engagea, en avril 1935, à faire inscrire à l'Inventaire supplémentaire des sites tous les terrains appartenant à l'autorité militaire et les ouvrages situés sur la rive gauche de l'Isère ainsi que les deux bastions incriminés. La Section permanente des sites et des monuments historiques de l'Isère donna en 1935 un avis favorable à ces propositions d'inscription, avant de les réduire, en 1937, à quelques éléments remarquables des fortifications de la rive droite : la « maison-forte » du Rabot (XV^e siècle), la porte Saint-Laurent³³ (1615) et les casemates (1835) qui la flanquent en bordure de l'Isère³⁴. Le Service de la voirie de Grenoble se rallia en 1937 à l'avis de la Commission des monuments historiques, estimant que les enceintes des deux forts méritaient d'être inscrites à l'Inventaire des sites, le reste de la colline pouvant être urbanisé³⁵. Les versants de la Bastille et du fort Rabot seront effectivement inscrits à l'Inventaire des sites en 1942, suivis par le parc de l'Île Verte en 1943. Quant aux éléments du patrimoine militaire protégés au titre des monuments historiques, ils se réduisaient, avant la Seconde Guerre mondiale, aux deux portes fortifiées de la rive droite : porte de France (classée en 1925) et porte Saint-Laurent³⁶ (inscrite en 1931). L'échauguette et la Tour de la Citadelle seront inscrites à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1943, l'ancienne poudrière Vauban en 1973 et tous les ouvrages de la Bastille³⁷ en 1989³⁸. Plusieurs bâtiments réalisés au XX^e siècle sur les emprises militaires libérées ont également bénéficié de mesures de protection, attestant du caractère exceptionnel de ces projets. Parmi eux, la Tour Perret³⁹, vestige de l'Exposition de 1925, est seule classée, tandis que d'autres ont reçu le label *Patrimoine XX^e* : Hôtel de Ville⁴⁰, Stade de Glace⁴¹ et tours de l'Île Verte⁴².

- 25 Adoptée en 2005, la Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de Grenoble englobe tout le périmètre couvert par l'enceinte Haxo de 1838 ainsi que les anciennes zones de servitudes militaires qui en dépendaient : quartiers du XIX^e siècle à l'ouest, Parc Mistral au sud, Île Verte à l'est et Bastille au nord. Le rapport de présentation insiste à juste titre sur la nécessité de renforcer la cohésion de l'« arc vert » Bastille-Île Verte-Mistral qui, hérité de l'enceinte fortifiée des XVII^e et XIX^e siècles, structure fortement, aujourd'hui encore, le paysager urbain de Grenoble⁴³. Ces considérations ont été prises en compte dans les derniers projets de la municipalité : le réaménagement du parc Mistral réalisé en 2008 par le paysagiste Alexandre Chemetoff prend ainsi pour ligne directrice le prolongement des espaces verts jusqu'à l'Isère. La suppression de nombreux parkings et de l'échangeur a permis, malgré la construction du nouveau Stade des Alpes à la place de l'ancien stade municipal, de retrouver une certaine perméabilité entre les espaces paysagers de l'Est grenoblois. Les dernières casernes libérées par les militaires ont également permis de prolonger ces espaces paysagers dans la ville elle-même : avec le quartier Hoche, construit à l'emplacement de la caserne du même nom entre 1973 et 1980, et surtout avec l'éco-quartier réalisé entre 2000 et 2010 sur le site de l'ancienne caserne de Bonne dont certains bâtiments ont été réhabilités pour l'occasion. Si la présence militaire est aujourd'hui plus discrète à Grenoble (elle se réduit pratiquement à la caserne de l'Alma, utilisée comme cité administrative militaire), le fait que la plupart des projets urbains réalisés à proximité du centre-ville le soient sur d'anciennes emprises militaires, attestent leur importance, au XXI^e siècle encore, dans le processus de transformation urbaine de Grenoble. Alors que le quartier de Bonne, projet phare des années 2000, est à peine achevé, la municipalité engage à présent (2010-2017) l'urbanisation de l'ancienne Esplanade, vaste espace libre situé au-delà de la porte de France, aménagé au début du XVII^e pour servir de glacis de protection et de terrains d'exercice militaire.

NOTES

1. - Six forts furent construits : ceux du Saint-Eynard, Bourcet, du Mûrier, des Quatre-Seigneurs, de Montavie, de Comboire. Les forts prévus à la Tour-sans-Venin et à Saint-Nizier ne furent pas réalisés. PARENT, Jean-François. **Grenoble, deux siècles d'urbanisation**. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1982, p. 49.
2. - Projet de loi concernant la place de Grenoble. Chambre des députés, 2^e législature, session de 1881. A.M. de Grenoble, 2H2.
3. - Il n'était permis de bâtir, dans cette deuxième zone, que des édifices en bois ou en torchis, à la condition de démolir immédiatement et d'enlever les gravats, sans indemnité, sur simple ordre de l'autorité militaire. PARENT, Jean-François. **Grenoble, deux siècles d'urbanisation**. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1982, p. 17.
4. - FAVIER, René. **Grenoble, ville de garnison**. Grenoble : Patrimoine et développement/Comité de sauvegarde du vieux Grenoble, 2004, p. 28.
5. - Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Grenoble, 1^{er} juillet 1895. A.M. de Grenoble, 2H18.

6. - BREYNAT, F. « La zone des fortifications. Grenoble vue du fort Rabot. Remparts inutiles. Un rapport de Vauban. Le génie intransigeant. Supprimez les zones », journal local non identifié, 8 octobre 1903, A.M. de Grenoble, 2H18.
7. - Rapport du Dr Perriol (A.M. de Grenoble, 2H2), cité par PEYRE, Renaud. **Territoire et légitimation du politique à Grenoble (1919-1935)**. Grenoble : Université Pierre Mendès France-Institut d'études politiques, 1997, p. 23.
8. - Mentionné par PEYRE, Renaud. **Territoire et légitimation du politique à Grenoble (1919-1935)**. Grenoble : Université Pierre Mendès France-Institut d'études politiques, 1997.
9. - « Polygone exceptionnel de la Capuche ». Décret du 29 avril 1912. « Création d'un polygone exceptionnel de la Croix-Rouge ». Décret du 10 février 1913. A.M. de Grenoble, 2H18.
10. - BORNECQUE, Robert. **La Bastille et les fortifications de Grenoble**. Grenoble : Société alpine de documentation et de recherche en archéologie historique, 1986, p. 4.
11. - Extrait des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Grenoble du 31 janvier 1920. « Plan d'extension et d'alignement de la ville. Projet de déclassement des fortifications. Rapport de M. le Maire ». A.M. de Grenoble, 1 N 21.
12. - « Plan d'aménagement et d'extension de Grenoble », L. Jaussely, 23 avril 1925. A.M. de Grenoble, 3 D 19.
13. - « Plan d'aménagement de Grenoble. Les espaces libres », compte rendu de la réunion du 26 janvier 1943. A.M. de Grenoble, 3 D 24.
14. - BLANCHARD, Raoul. **Exposition internationale de la houille blanche et du tourisme**. Grenoble : Imprimerie générale, s.d. [1925], p. 48.
15. - « Exposition de la Houille Blanche et du Tourisme. Projet d'organisation », 1923-1924. A.M. de Grenoble, 2F77.
16. - Voir dans la base Mérimée : notice [IA38000413](#).
17. - PARENT, Jean-François. **Grenoble, deux siècles d'urbanisation**. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, 1982, p. 119.
18. - Extrait des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Grenoble du 31 janvier 1920.
19. - FINOLLI, Marc, METENIER, Béatrice. **La Bastille de Grenoble et son téléphérique**. Grenoble : Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné-Régie du téléphérique, 2006.
20. - Conseil municipal du 21 juin 1930, cité par FINOLLI, Marc, METENIER, Béatrice. **La Bastille de Grenoble et son téléphérique**. Grenoble : Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné-Régie du téléphérique, 2006, p. 62.
21. - PARENT, Jean-François. *Op. cit.*, p. 95.
22. - PARENT, Jean-François. *Op. cit.*, p. 139.
23. - PARENT, Jean-François. *Op. cit.*, p. 41.
24. - Figuré sur un plan de la ville de 1867, le parc Randon comprenait trois étangs qui servaient de patinoire naturelle en hiver. Il fut démantelé après la guerre de 1870 lorsque l'Artillerie reprit entièrement possession du polygone. « Plan d'aménagement de Grenoble. Les espaces libres », compte rendu de la réunion du 26 janvier 1943. A.M. de Grenoble, 3 D 24.
25. - A.M. de Grenoble, 1 M 117.
26. - PARENT, Jean-François. *Op. cit.*, p. 57.
27. - « Plan d'extension et d'embellissement de la Ville de Grenoble. Modifications et mise au point de ce plan ». Rapport du 6 juillet 1938. A.M. de Grenoble, 2 D 23.
28. - « Vente d'immeuble domanial. 24 septembre 1953 ». A.M. de Grenoble, 3 D 27.
29. - Voir dans la base Mérimée : notice [PA00117201](#).
30. - Voir dans la base Mérimée : notice [PA00117177](#).
31. - Lettre du 16 mars 1935 du préfet de l'Isère au maire de Grenoble. A.M. de Grenoble, 3 D 23.
32. - « Commission des monuments historiques. Rapport de M. Tillet sur un dossier relatif à la menace de destruction d'une tour et d'une tourelle dépendant de l'hôtel de ville », 14 janvier 1935. A.M. de Grenoble, 3 D 23.

33. - Voir dans la base Mérimée ; notice [PA00117200](#).
34. - « Section permanente des sites et monuments naturels de l'Isère ». 20 février 1937. A.M. de Grenoble, 3D23.
35. - « Réfection du plan d'extension et d'embellissement. Ouverture d'un crédit pour frais d'études ». Rapport du directeur du Service de la voirie et des eaux, 27 juin 1937. A.M. de Grenoble, 3 D 23.
36. - Voir dans la base Mérimée : notice [PA00117200](#).
37. - Voir dans la base Mérimée : notice [PA00117197](#).
38. - Étude de réalisation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP). Ville de Grenoble 2004. Il faut également mentionner les vestiges de l'enceinte gallo-romaine, dont une partie fut détruite pour laisser la place à un immeuble d'habitation ; les rares éléments conservés furent inscrits à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1957 peu après leur mise au jour.
39. - Voir dans la base Mérimée : notice [PA00117204](#).
40. - Voir dans la base Mérimée : notice [EA38141223](#).
41. - Voir dans la base Mérimée : notice [EA38141235](#).
42. - Voir dans la base Mérimée : notice [EA38141238](#).
43. - BALDUNI, Giulio & Agence Territoires. **Ville de Grenoble. Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager. Rapport de présentation**. 2005, p. 77.
-

RÉSUMÉS

Déclassée en tant que « place forte » en 1925, Grenoble voit son développement urbain conditionné en grande partie par la libération des emprises militaires. Considérées initialement comme de simples réserves foncières, ces structures militaires ont été progressivement investies d'une valeur patrimoniale qui marque fortement certaines opérations d'aménagement urbain et paysager. À travers l'exemple grenoblois, nous évaluerons l'impact des aménagements militaires du XVII^e au XIX^e siècle sur l'urbanisme du XX^e siècle et dresserons une cartographie urbaine de ce patrimoine militaire en constitution.

Grenoble ceased to be qualified as 'place forte' [fortified town] in 1925, and the town's subsequent urban development was largely conditioned by the availability of former military properties. Considered at first as simple real estate opportunities, these military structures were gradually invested with historical and cultural values which feature strongly in certain operations of urban development and landscaping. Starting out from this example at Grenoble, we will try to assess the impact of military installations of the seventeenth to nineteenth centuries on the town-planning of the twentieth century and will map this now recognised heritage in its urban context.

INDEX

Mots-clés : Bastille, dérasement des fortifications, enceinte fortifiée, Exposition de la Houille Blanche et du Tourisme 1925, forts, Grands Boulevards, Grenoble, Île-Verte, Léon Jaussely, Paul Mistral, plan d'extension et d'embellissement, polygone d'Artillerie, polygone du Génie

Keywords : 1925 exhibition on hydro-electric power and tourism, artillery firing range, Bastille, demolition of fortifications, firing range, fortification, forts, Grands Boulevards, Grenoble, Île-Verte, Léon Jaussely, Paul Mistral, urban development plan

AUTEUR

PHILIPPE GRANDVOINET

Architecte et historien de l'architecture p.grandvoinet@orange.fr